



RAPPORT DE GESTION

Trimestre clos le 30 novembre 2019

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

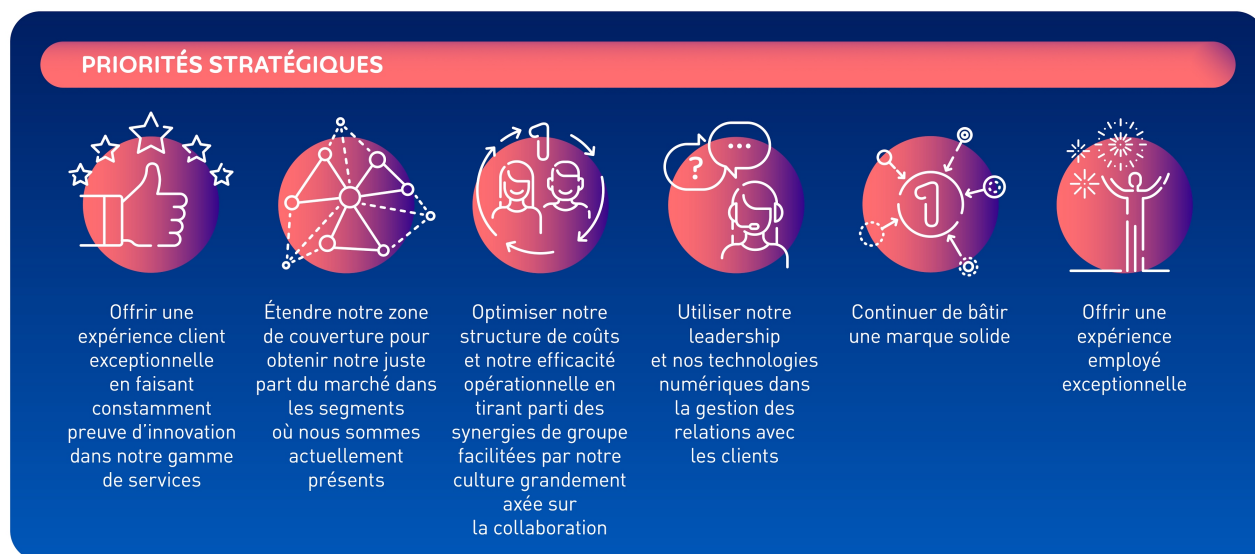
Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2019 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») a pour mission de connecter ses clients au monde numérique et de leur offrir une expérience incomparable en matière de communication. La concrétisation de cette mission passe par nos valeurs fondamentales, soit le respect, la confiance, le dévouement envers les clients, le travail d'équipe et l'innovation.

Notre vision est de créer de la valeur pour nos actionnaires 1) en offrant une expérience client exceptionnelle, 2) en élargissant notre couverture géographique au Canada et aux États-Unis, 3) en étendant nos activités dans de nouveaux secteurs de marché et 4) en mettant sur pied des équipes qui démontrent un engagement fort. La Société a défini six priorités stratégiques clés qui constituent la feuille de route pour la réalisation de notre mission et de notre vision. Ces priorités stratégiques sont les suivantes :



Chaque unité d'affaires au sein de la Société a donc conçu un plan stratégique qui concorde avec les priorités stratégiques clés définies ci-dessus. Ces plans stratégiques portent sur les grands points suivants :

Services à large bande canadiens

Générer une croissance interne grâce au lancement de services à valeur ajoutée pour nos clients résidentiels et à la croissance de notre bassin de clients commerciaux

Optimiser le rendement du capital investi en rehaussant l'efficacité de la prestation de nos services et en favorisant la fidélité grâce à une stratégie qui se démarque en matière d'expérience client

Envisager la possibilité d'offrir un service sans fil de manière rentable et à la mesure de nos moyens financiers

Permettre la transformation de l'entreprise grâce à la modernisation des pratiques en matière de gestion des talents en vue d'offrir aux employés une expérience enrichissante et stimulante

Services à large bande américains

Offrir une expérience client exceptionnelle tout en favorisant l'engagement des membres de l'équipe

Tirer parti de notre supériorité en matière d'Internet et de notre plateforme vidéo avancée pour favoriser la croissance et la satisfaction de la clientèle

Miser sur la croissance sur le marché des affaires et poursuivre les initiatives d'expansion en Floride tout en recherchant activement des occasions d'acquisitions

Générer une croissance des unités et améliorer la satisfaction de la clientèle grâce au marketing et au positionnement de la marque

La Société mesure son rendement à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾, sur la base d'un taux de change constant⁽¹⁾.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les produits ont augmenté de 1,8 % (1,3 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 4,6 % (3,5 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande américains; facteur contrebalancé en partie par
- une diminution de 0,5 % (0,5 % selon un taux de change constant) pour le secteur des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

BAIIA AJUSTÉ

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,3 % (4,9 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de 4,8 % (4,9 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement d'une réduction des charges d'exploitation; et
- une augmentation de 3,7 % (2,6 % selon un taux de change constant) pour le secteur des Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de la croissance interne des produits.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 4,3 % (4,3 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles essentiellement attribuable au secteur des Services à large bande canadiens;
- l'augmentation de la charge d'impôts exigibles; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 20,6 % (19,7 % selon un taux de change constant), en raison de l'augmentation de 28,5 % (27,8 % selon un taux de change constant) et de 8,9 % (7,7 % selon un taux de change constant) dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 20,7 %, contre 17,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE 2020

Cogeco Communications maintient ses projections financières pour l'exercice 2020, publiées le 30 octobre 2019. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2020 » du rapport annuel de 2019 de la Société.

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE

Le 10 janvier 2020, la Société a annoncé la signature, par sa filiale Atlantic Broadband, d'une entente définitive visant l'achat de Thames Valley Communications, une société de services à large bande exerçant ses activités dans le sud-est du Connecticut, pour un montant de 50 millions \$ US. La transaction est assujettie aux approbations réglementaires habituelles et devrait se conclure d'ici trois mois. Après la conclusion de la transaction, le nombre de clients d'Atlantic Broadband augmentera d'environ 10 000.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2019 ⁽¹⁾	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	586 827	576 673	1,8	1,3	2 836
Charges d'exploitation	299 332	304 027	(1,5)	(2,1)	1 639
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	5 390	4 795	12,4	12,4	—
BAlIA ajusté	282 105	267 851	5,3	4,9	1 197
Marge du BAlIA ajusté	48,1 %	46,4 %			

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2019 ⁽¹⁾	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	320 807	322 465	(0,5)	(0,5)	—
Services à large bande américains	266 020	254 208	4,6	3,5	2 836
	586 827	576 673	1,8	1,3	2 836

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les produits ont augmenté de 1,8 % (1,3 % selon un taux de change constant) en raison de la croissance interne dans le secteur des Services à large bande américains, facteur contrebalancé en partie par une baisse dans le secteur des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2019 ⁽¹⁾	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	149 845	159 326	(6,0)	(6,0)	107
Services à large bande américains	144 370	136 932	5,4	4,3	1 531
Éliminations intersectorielles et autres	5 117	7 769	(34,1)	(34,1)	1
	299 332	304 027	(1,5)	(2,1)	1 639

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

Au premier trimestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont diminué de 1,5 % (2,1 % selon un taux de change constant) en raison principalement de la diminution des charges d'exploitation du secteur des Services à large bande canadiens et de la diminution des coûts liés aux éliminations intersectorielles et autres qui découlent du calendrier des projets et des initiatives d'entreprise, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation des charges d'exploitation du secteur des Services à large bande américains.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. pour le premier trimestre de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 5,4 millions \$, comparativement à 4,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2019. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2019 ⁽¹⁾	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	170 962	163 139	4,8	4,9	(107)
Services à large bande américains	121 650	117 276	3,7	2,6	1 305
Éliminations intersectorielles et autres	(10 507)	(12 564)	(16,4)	(16,4)	(1)
	282 105	267 851	5,3	4,9	1 197

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,3 % (4,9 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation dans le secteur des Services à large bande canadiens qui est attribuable à une diminution des charges d'exploitation;
- une augmentation dans le secteur des Services à large bande américains qui découle essentiellement de la croissance interne des produits; et
- une diminution des éliminations intersectorielles et autres découlant d'une réduction des charges d'exploitation.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 0,1 million \$. Pour le premier trimestre de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 5,7 millions \$, en raison principalement des frais de restructuration engagés dans le secteur des Services à large bande canadiens relativement à un programme d'optimisation opérationnelle. La stratégie de réduction de la main-d'œuvre, qui comprenait un programme de départ volontaire ciblant les postes de soutien, visait à créer une organisation plus allégée, plus efficace et agile dans le cadre de sa transformation numérique. De plus, des frais d'acquisition et d'intégration ont été engagés par le secteur des Services à large bande américains au premier trimestre de l'exercice 2019 relativement à l'acquisition du réseau de fibre du sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC (l'« acquisition de FiberLight »).

4.3 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	108 827	105 773	2,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 308	13 964	2,5
	123 135	119 737	2,8

(1) L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est chiffré à 1,6 million \$ pour le trimestre clos le 30 novembre 2019.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, la dotation aux amortissements a augmenté de 2,8 % en raison de l'amortissement supplémentaire lié aux acquisitions d'immobilisations corporelles au cours du trimestre et de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, facteurs conjugués à l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	40 079	45 383	(11,7)
Intérêts sur les obligations locatives	381	—	—
Pertes nettes de change	20	223	(91,0)
Amortissement des coûts de transaction différés	464	441	5,2
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(151)	(120)	25,8
Autres	(1 523)	632	—
	39 270	46 559	(15,7)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les charges financières ont diminué de 15,7 % en raison des facteurs suivants :

- la diminution de la dette existante sur la facilité renouvelable du Canada à la suite de la vente de Cogeco Peer 1 au cours de l'exercice 2019;
- la diminution de la dette existante et des taux d'intérêt sur les facilités de crédit de premier rang; et
- les produits d'intérêts découlant des investissements de la trésorerie excédentaire; facteurs contrebalancés en partie par
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Exigibles	23 597	12 032	96,1
Différés	6 334	5 004	26,6
	29 931	17 036	75,7

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	119 639	95 842	24,8
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	31 704	25 398	24,8
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	707	815	(13,3)
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	23	—	—
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	(229)	13	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(6 510)	(6 761)	(3,7)
Autres	4 236	(2 429)	—
	29 931	17 036	75,7

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, la charge d'impôts a augmenté de 75,7 % en raison principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains;
- une charge d'impôt exigible non récurrente de 6 millions \$ liée à une réorganisation fiscale; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	\$	\$	%
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	89 708	78 806	13,8
Bénéfice de la période	89 708	75 184	19,3
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	84 178	73 792	14,1
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	84 178	70 170	20,0
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	5 530	5 014	10,3
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	1,71	1,50	14,0
Bénéfice par action de base	1,71	1,42	20,4

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans Atlantic Broadband.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies et le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 13,8 % et de 14,1 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des charges financières; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des impôts sur le résultat.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 19,3 % et de 20,0 %, respectivement, principalement en raison des activités abandonnées, qui ont généré une perte de 3,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et des facteurs mentionnés précédemment.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,8 % des actions de participation de la Société, représentant 82,3 % des actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. Cette méthode du coût majoré est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2019 et a été mise en place afin d'éviter les variations futures du pourcentage des honoraires de gestion découlant des variations fréquentes des produits consolidés de la Société à la suite d'acquisitions et de désinvestissements d'entreprises. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le trimestre clos le 30 novembre 2019 se sont chiffrés à 5,4 millions \$, comparativement à 4,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, comme l'illustre le tableau suivant.

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2019	30 novembre 2018
(en nombre d'unités)		
Options sur actions	110 875	97 725
Unités d'actions liées au rendement	14 375	14 625

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises en faveur des administrateurs de Cogeco.

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2019	30 novembre 2018
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$
Options sur actions	309	298
Unités d'actions incitatives	13	15
Unités d'actions liées au rendement	312	200
Unités d'actions différées	132	260
	766	773

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	149 192	98 996	50,7
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(121 117)	(139 070)	(12,9)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(43 063)	29 590	—
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	99	(176)	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	(14 889)	(10 660)	39,7
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	—	(3 172)	(100,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	556 504	84 725	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	541 615	70 893	—

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au premier trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 50,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement;
- la diminution des impôts sur le résultat payés et des charges financières payées; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Au premier trimestre de l'exercice 2020, les activités d'investissement ont diminué de 12,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition, le 3 octobre 2018, d'un réseau de fibre et des actifs connexes dans le sud de la Floride dans le cadre de l'acquisition de FiberLight; partiellement contrebalancée par
- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles des secteurs des Services à large bande canadiens et américains.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les			
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%
Services à large bande canadiens	75 130	58 458	28,5	27,8
Intensité du capital	23,4 %	18,1 %		
Services à large bande américains	45 833	42 099	8,9	7,7
Intensité du capital	17,2 %	16,6 %		
Éliminations intersectorielles et autres	339	—	—	—
Données consolidées	121 302	100 557	20,6	19,7
Intensité du capital	20,7 %	17,4 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 20,6 % (19,7 % selon un taux de change constant), principalement en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 20,7 %, contre 17,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

Pour plus de détails au sujet des acquisitions d'immobilisations corporelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 4,3 % (4,3 % selon un taux de change constant) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles essentiellement attribuable au secteur des Services à large bande canadiens;
- l'augmentation de la charge d'impôts exigibles; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

6.4 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les		Explications
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	
(en milliers de dollars)	\$	\$	
Augmentation de l'endettement bancaire	11 172	1 458	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation nette des facilités renouvelables	—	114 162	Hausse des prélèvements de 65 millions \$ et de 53 millions \$ US sur la facilité renouvelable du Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2019.
Remboursement sur la dette à long terme	(5 648)	(60 653)	Remboursement trimestriel de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours des exercices 2020 et 2019. Remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'une valeur de 55 millions \$, échéant en octobre 2018.
Remboursement des obligations locatives	(1 196)	—	
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	(3 228)	—	Remboursement partiel du solde lié à l'acquisition de FiberLight.
	1 100	54 967	

DIVIDENDES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, un dividende déterminé trimestriel de 0,58 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 28,5 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,525 \$ par action, ou 25,9 millions \$, versé au premier trimestre de l'exercice 2019.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, Cogeco Communications a racheté et annulé 143 100 actions subalternes à droit de vote, d'un prix moyen par action rachetée de 109,64 \$, pour une contrepartie totale de 15,7 millions \$. À la période correspondante de l'exercice 2019, Cogeco Communications n'a racheté ni annulé d'action subalterne à droit de vote puisque le programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a commencé au troisième trimestre de l'exercice 2019.

6.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 14 janvier 2020, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,58 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 février 2020 aux actionnaires inscrits en date du 28 janvier 2020. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

7.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2019 ⁽¹⁾	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	320 807	322 465	(0,5)	(0,5)	—
Charges d'exploitation	149 845	159 326	(6,0)	(6,0)	107
BAIIA ajusté	170 962	163 139	4,8	4,9	(107)
Marge du BAIIA ajusté	53,3 %	50,6 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	75 130	58 458	28,5	27,8	420
Intensité du capital	23,4 %	18,1 %			

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les produits ont diminué de 0,5 % (0,5 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse du nombre de clients du service de vidéo attribuable en partie à l'incidence continue de l'implantation d'un nouveau système de gestion des clients, qui était en phase de stabilisation au début de l'exercice 2019; et
- la baisse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs; facteurs contrebalancés en partie par
- la migration de clients vers des forfaits de plus grande valeur; et
- la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont diminué de 6,0 % (6,0 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution du nombre de clients du service de vidéo;
- la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle mis en œuvre au premier semestre de l'exercice 2019;
- les coûts additionnels de 4,5 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 pour soutenir la phase de stabilisation du nouveau système de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018;
- les coûts rétroactifs de 3,2 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 relativement à la hausse plus importante que prévu des tarifs établis par la Commission du droit d'auteur du Canada pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains éloignés au Canada pour la période allant de 2014 à 2018; et
- l'incidence de l'adoption d'IFRS 16; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intensification des initiatives de marketing.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,8 % (4,9 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une diminution des charges d'exploitation.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 28,5 % (27,8 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des achats d'équipements à l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives; et
- l'augmentation des coûts liés à la nouvelle plateforme de télévision sur protocole Internet (« IPTV ») qui sera lancée au cours de l'exercice 2020.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 23,4 %, contre 18,1 % pour l'exercice 2019, en raison essentiellement d'une augmentation des dépenses d'investissement conjuguée à une baisse des produits.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2019	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		% de pénétration ⁽¹⁾	
		30 novembre 2019	30 novembre 2018	30 novembre 2019	30 novembre 2018
Unités de service primaire	1 818 732	8 366	(35 290)		
Clients du service Internet	794 895	6 652	(3 281)	45,0	44,4
Clients du service de vidéo	646 326	(3 257)	(13 069)	36,6	38,5
Clients du service de téléphonie	377 511	4 971	(18 940)	21,4	21,5

(1) En pourcentage des foyers câblés.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, le secteur des Services à large bande canadiens a procédé à l'implantation d'un nouveau système de gestion des clients qui est venu remplacer 22 anciens systèmes. Durant la phase de stabilisation du système de gestion des clients, la congestion au centre de service à la clientèle a entraîné une diminution des activations de services durant la majeure partie du premier trimestre de l'exercice 2019. Les activités liées au centre de service à la clientèle et au marketing étaient revenues à la normale à la fin du premier trimestre de l'exercice 2019.

Les variations pour chaque service s'expliquent par les facteurs présentés ci-dessous :

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 6 652, comparativement à des pertes nettes de 3 281 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse;
- l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services; et
- la demande continue des revendeurs Internet; facteurs contrebalancés en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 3 257, comparativement à 13 069 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- les offres très concurrentielles au sein du secteur; et
- le changement des habitudes de consommation vidéo; facteurs en partie contrebalancés par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée; et
- l'intérêt des clients à l'égard des services de vidéo inclus dans des forfaits de services Internet à haute vitesse.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 4 971, comparativement à des pertes nettes de 18 940 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'augmentation du nombre de forfaits de téléphonie mis en marché au premier trimestre de l'exercice 2020; facteur contrebalancé en partie par
- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 30 novembre 2019, 69 % des clients du secteur des Services à large bande canadiens étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

7.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2019 ⁽¹⁾	30 novembre 2018	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	266 020	254 208	4,6	3,5	2 836
Charges d'exploitation	144 370	136 932	5,4	4,3	1 531
BAIIA ajusté	121 650	117 276	3,7	2,6	1 305
Marge du BAIIA ajusté	45,7 %	46,1 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	45 833	42 099	8,9	7,7	494
Intensité du capital	17,2 %	16,6 %			

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les produits ont augmenté de 4,6 % (3,5 % selon un taux de change constant). Exprimés en monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 201,2 millions \$ US, contre 194,3 millions \$ US pour la période correspondante de l'exercice 2019. L'augmentation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- la croissance du nombre de clients du service Internet des secteurs résidentiel et commercial; et
- les hausses tarifaires entrées en vigueur principalement au quatrième trimestre de l'exercice 2019; contrebalancées en partie par
- une diminution du nombre de clients du service de vidéo; et
- la baisse des produits tirés de la publicité politique.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont augmenté de 5,4 % (4,3 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'intensification des initiatives de marketing; et
- l'augmentation des charges de rémunération en raison des effectifs additionnels pour soutenir la croissance; contrebalancées en partie par
- l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,7 % (2,6 % selon un taux de change constant). En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 92,0 millions \$ US, contre 89,6 millions \$ US pour la période correspondante de l'exercice 2019 en raison principalement de la croissance interne des produits.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 8,9 % (7,7 % selon un taux de change constant) en raison de la hausse des achats d'équipements à l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 17,2 %, contre 16,6 % pour la période correspondante de l'exercice 2019, essentiellement en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2019	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		% de pénétration ⁽¹⁾	
		30 novembre 2019	30 novembre 2018	30 novembre 2019	30 novembre 2018
Unités de service primaire	903 570	2 124	(4 161)		
Clients du service Internet	451 463	5 326	658	51,3	49,2
Clients du service de vidéo	308 638	(3 917)	(4 553)	35,1	36,2
Clients du service de téléphonie	143 469	715	(266)	16,3	16,4

(1) En pourcentage des foyers câblés.

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 5 326, comparativement à 658 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- la croissance des secteurs résidentiel et commercial; contrebalancée en partie par
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire, qui ont été inférieures à celles enregistrées pour la période correspondante de l'exercice précédent.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 3 917, comparativement à 4 553 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- le changement des habitudes de consommation vidéo; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur; facteurs contrebalancés en partie par
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire, qui ont été inférieures à celles enregistrées pour la période correspondante de l'exercice précédent; et
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 715, comparativement à des pertes nettes de 266 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables à la croissance dans le secteur commercial.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 30 novembre 2019, 52 % des clients du secteur des Services à large bande américains étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement. Cependant, la Société avait un fonds de roulement excédentaire au 31 août 2019 et au 30 novembre 2019 en raison de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant de la vente de Cogeco Peer 1.

Les variations s'établissent comme suit :

	30 novembre 2019	31 août 2019	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	540 419	556 504	(16 085)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	79 139	75 652	3 487	Principalement liée à la croissance des produits.
Impôts sur le résultat à recevoir	18 867	17 706	1 161	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	35 341	22 740	12 601	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	420	—	420	Non significative.
	674 186	672 602	1 584	
Passifs courants				
Endettement bancaire	11 172	—	11 172	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	194 397	260 481	(66 084)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	35 049	36 553	(1 504)	Non significative.
Passifs d'impôts sur le résultat	13 080	16 693	(3 613)	Liée aux acomptes provisionnels versés au premier trimestre de l'exercice 2020.
Passifs sur contrat et autres passifs	43 198	43 395	(197)	Non significative.
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	1 280	4 520	(3 240)	Remboursement partiel du solde lié à l'acquisition de FiberLight.
Tranche courante de la dette à long terme	226 927	22 601	204 326	Liée aux déventures garanties de premier rang, série 2, échéant en novembre 2020 et à la comptabilisation de la tranche courante des obligations locatives après l'adoption d'IFRS 16.
	525 103	384 243	140 860	
Fonds de roulement excédentaire	149 083	288 359	(139 276)	

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	30 novembre 2019	31 août 2019	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 060 480	2 007 610	52 870	Comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation après l'adoption d'IFRS 16 conjuguée à l'acquisition d'immobilisations corporelles au cours du premier trimestre de l'exercice 2020.
Immobilisations incorporelles	2 835 633	2 850 844	(15 211)	Liée à l'amortissement d'immobilisations incorporelles au cours du premier trimestre de l'exercice 2020.
Goodwill	1 372 822	1 373 439	(617)	Non significative.
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 216 616	3 382 258	(165 642)	Liée aux débetures garanties de premier rang, série 2, échéant en novembre 2020 et au remboursement de la dette à long terme, facteurs partiellement contrebalancés par la comptabilisation de la tranche à long terme des obligations locatives après l'adoption d'IFRS 16.
Instruments financiers dérivés	30 915	46 044	(15 129)	Diminution de la juste valeur des conventions de swaps de taux d'intérêt couvrant une tranche de 1,1 milliard \$ US de l'emprunt à terme B garanti de premier rang de 1,7 milliard \$ US en raison de la hausse du taux d'intérêt à long terme.
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	365 083	359 689	5 394	Principalement liée à la hausse du bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la CDPQ dans Atlantic Broadband.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 décembre 2019. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	33 542 268	938 223
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	848 304	
Options pouvant être exercées	327 484	

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2019, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2019.

Le 6 décembre 2019, la Société a réduit de 50 millions \$ sa facilité à terme renouvelable pour la faire passer à 750 millions \$ et en a prorogé la date d'échéance d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2025. De plus, à la même date, la date d'échéance de la facilité renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US dont bénéficient deux filiales liées à Atlantic Broadband a été prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 4 juillet 2024.

Au 30 novembre 2019, la Société avait utilisé 0,6 million \$ de sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$, pour une disponibilité restante de 799,4 millions \$. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 199,3 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 3,2 millions \$ (2,4 millions \$ US) était utilisée au 30 novembre 2019 pour une disponibilité restante de 196,1 millions \$ (147,6 millions \$ US).

8.5 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 30 novembre 2019	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB-	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

8.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2019, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 30 novembre 2019.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % - 2,262 %	Janvier 2021 - novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 7,6 millions \$ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2019.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 11,7 millions \$ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2019.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, notamment en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisqu'une partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de la Société ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements au 30 novembre 2019.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissements globaux	Élément couvert
Investissements nets	390 millions \$ US	1 016 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 30 novembre 2019 était de 1,3289 \$ pour un dollar américain (1,3055 \$ en 2018). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 83,2 millions \$.

Risque de marché

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de ses actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'unités d'actions différées. Par conséquent, la Société utilise des conventions de swap sur actions pour couvrir le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de ses actions subalternes à droit de vote. Au 30 novembre 2019, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 0,4 million \$ et avaient été comptabilisés à titre d'actif. Une hausse de 5 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote au 30 novembre 2019 se traduirait par un profit d'environ 0,2 million \$ attribuable à l'appréciation de la juste valeur des swaps sur actions, contrebalancé par une augmentation de 0,2 million \$ de la charge liée au régime d'unités d'actions différées.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre clos le 30 novembre 2019 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les			
	30 novembre 2019	30 novembre 2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3223	1,3082	0,01	1,1

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens de la fluctuation de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour le trimestre clos le 30 novembre 2019.

	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Données consolidées ⁽¹⁾
	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Trimestre clos le 30 novembre 2019			
Produits	—	2 836	2 836
Charges d'exploitation	107	1 531	1 639
Honoraires de gestion – Cogeco inc.			—
BAIIA ajusté	(107)	1 305	1 197
Acquisitions d'immobilisations corporelles	420	494	914
Flux de trésorerie disponibles			(51)

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les éliminations intersectorielles et autres ne sont pas présentées.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 novembre 2019 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 novembre 2019.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2019, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2019, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu sa décision sur l'établissement des coûts et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, Cogeco Communications a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « entreprises de câblodistribution »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. Le 22 novembre 2019, la CAF a autorisé l'appel de la décision du CRTC et a suspendu la décision dans l'attente du jugement définitif, et par conséquent, les exploitants ne sont pas tenus d'appliquer ces nouveaux tarifs ni de verser les paiements rétroactifs. Outre l'appel autorisé par la CAF, les entreprises de câblodistribution ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. La requête auprès du Conseil des ministres a été publiée le 13 décembre 2019 et fixée au 12 février 2020, date à laquelle les parties concernées doivent avoir déposé leurs commentaires. En outre, le 13 décembre 2019, les entreprises de câblodistribution ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des nouveaux tarifs réduits dans les états financiers du trimestre clos le 30 novembre 2019.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

IFRS 16

Avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2019, la Société a adopté IFRS 16, *Contrats de location*, selon l'application rétrospective modifiée, en vertu de laquelle les états financiers des périodes présentées antérieurement ne sont pas retraités et l'effet cumulatif de l'application initiale est ajusté dans les bénéfices non distribués d'ouverture. IFRS 16 remplace les anciennes normes comptables concernant les contrats de location, y compris IAS 17, *Contrats de location*, et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, et établit un modèle complet pour l'identification des contrats de location et leur comptabilisation, évaluation et présentation dans les états financiers des preneurs et des bailleurs.

IFRS 16 élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les preneurs et exige plutôt la comptabilisation, dans l'état de la situation financière, d'un actif au titre du droit d'utilisation (qui représente le droit d'utiliser l'actif sous-jacent) ainsi que d'une obligation locative (qui représente l'obligation d'effectuer les paiements de loyers) pour tous les contrats de location à la date de début des contrats, certaines exceptions étant permises au moyen de choix et de mesures de simplification. Le traitement comptable pour les bailleurs et les contrats de location qui étaient précédemment classés comme des contrats de location-financement demeure en grande partie le même que celui prévu dans IAS 17.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé une augmentation des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière, par suite de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes. Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} septembre 2019. Lors de la transition, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer liés au contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles et les obligations locatives, dans la dette à long terme.

Le total des charges locatives sur la durée du contrat demeure inchangé, mais le moment de la comptabilisation de ces charges peut changer. En ce qui concerne les contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple, la Société a comptabilisé une diminution des charges d'exploitation (attribuable au retrait des charges locatives), ainsi qu'une augmentation de la dotation aux amortissements (attribuable à l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation) et une augmentation des charges financières (attribuable à la désactualisation de l'obligation locative) dans l'état consolidé du résultat.

Même si les flux de trésorerie réels liés aux contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple ne sont pas touchés, la Société a affiché une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Ceci découle de la présentation du paiement de la composante capital de ces contrats de location dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement en vertu de la nouvelle norme, plutôt que dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

Comme le permet IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer certaines mesures de simplification. Elle a notamment choisi :

- de ne pas séparer les composantes non locatives des composantes locatives pour certaines catégories d'actifs sous-jacents;
- d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation au 1^{er} septembre 2019;
- d'utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;

- de ne pas comptabiliser les obligations locatives ni les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur;
- d'exclure les immobilisations incorporelles de l'application d'IFRS 16.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} septembre 2019.

	31 août 2019	1 ^{er} septembre 2019	
	Présenté	Incidence d'IFRS 16	Lors de l'adoption d'IFRS 16
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	2 007 610	41 981	2 049 591
Tranche courante de la dette à long terme	22 601	4 566	27 167
Dette à long terme	3 382 258	39 877	3 422 135
Passifs sur contrat et autres passifs	11 119	(2 462)	8 657

L'écart entre les engagements relatifs à des contrats de location simple de 160 millions \$ au 31 août 2019 et les obligations locatives de 44,4 millions \$ comptabilisées lors de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} septembre 2019 découlait principalement des facteurs suivants :

- l'exclusion de paiements de loyers d'environ 89 millions \$ liés aux contrats qui ne satisfont pas aux critères énoncés dans IFRS 16, plus particulièrement pour la location de structures de soutènement;
- l'exclusion de certains coûts d'environ 27 millions \$ qui sont engagés contractuellement en vertu de contrats de location et qui ne sont pas admissibles à la comptabilisation en tant qu'obligations locatives, comme les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux;
- l'effet dégressif de l'actualisation des paiements de loyers minimaux, selon un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,57 % au 1^{er} septembre 2019, soit d'environ 12 millions \$;
- l'inclusion de paiements de loyers d'environ 20 millions \$ liés aux périodes de renouvellement et aux options de prolongation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées, mais qui n'avaient pas été exercées au 31 août 2019.

IFRIC 23

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation aide une entité à déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. L'adoption d'IFRIC 23 le 1^{er} septembre 2019 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non conforme aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie; - impôts sur le résultat payés; - charges financières payées; Dédire : - impôts exigibles; - charges financières; - acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾ ; - remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice de la période lié aux activités poursuivies; Ajouter : - impôts sur le résultat; - charges financières; - dotation aux amortissements; - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition. Marge du BAIIA ajusté : - BAIIA ajusté; Diviser par : - produits.	Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies Aucune mesure comparable selon les normes IFRS
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre clos le 30 novembre 2018, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3082 \$ CA pour 1 \$ US.	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : - acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾ ; Diviser par : - produits.	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS

(1) Exclut l'acquisition d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

12.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2019	30 novembre 2018
(en milliers de dollars)	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	149 192	98 996
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 537	2 138
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	81 213	93 748
Impôts sur le résultat payés	16 152	25 992
Impôts exigibles	(23 597)	(12 032)
Charges financières payées	39 115	45 777
Charges financières	(39 270)	(46 559)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(121 302)	(100 557)
Remboursement des obligations locatives	(1 196)	—
Flux de trésorerie disponibles	102 844	107 503

12.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2019	30 novembre 2018
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	89 708	78 806
Impôts sur le résultat	29 931	17 036
Charges financières	39 270	46 559
Dotation aux amortissements	123 135	119 737
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	61	5 713
BAIIA ajusté	282 105	267 851
Produits	586 827	576 673
Marge du BAIIA ajusté	48,1 %	46,4 %

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2019	30 novembre 2018
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	121 302	100 557
Produits	586 827	576 673
Intensité du capital	20,7 %	17,4 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	les 30 novembre		les 31 août		les 31 mai		les 28 février	
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Opérations								
Produits	586 827	576 673	583 673	566 184	587 345	567 079	584 129	529 855
BAIIA ajusté	282 105	267 851	275 610	263 411	283 927	267 933	280 552	248 470
Marge du BAIIA ajusté	48,1 %	46,4 %	47,2 %	46,5 %	48,3 %	47,2 %	48,0 %	46,9 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	61	5 713	712	1 677	1 003	2 260	3 722	15 999
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	89 708	78 806	92 403	75 870	99 571	70 525	86 128	159 912
Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées	—	(3 622)	1 920	(1 052)	82 451	(5 365)	(5 369)	(16 079)
Bénéfice de la période	89 708	75 184	94 323	74 818	182 022	65 160	80 759	148 833
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	84 178	73 792	87 850	72 753	96 613	67 190	81 718	157 000
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	84 178	70 170	89 770	71 701	179 064	61 825	76 349	140 921
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	149 192	98 996	304 702	255 438	265 551	167 073	199 462	198 720
Acquisitions d'immobilisations corporelles	121 302	100 557	145 099	162 319	96 116	98 660	92 773	112 378
Flux de trésorerie disponibles	102 844	107 503	84 250	47 739	136 999	102 408	125 307	58 796
Intensité du capital	20,7 %	17,4 %	24,9 %	28,7 %	16,4 %	17,4 %	15,9 %	21,2 %
Bénéfice (perte) par action⁽¹⁾								
De base								
Lié(e) aux activités poursuivies	1,71	1,50	1,78	1,48	1,96	1,36	1,65	3,19
Lié(e) aux activités abandonnées	—	(0,07)	0,04	(0,02)	1,67	(0,11)	(0,11)	(0,33)
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,71	1,42	1,82	1,45	3,62	1,25	1,55	2,86
Dilué(e)								
Lié(e) aux activités poursuivies	1,70	1,49	1,77	1,47	1,94	1,35	1,64	3,16
Lié(e) aux activités abandonnées	—	(0,07)	0,04	(0,02)	1,65	(0,11)	(0,11)	(0,33)
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,70	1,41	1,80	1,44	3,59	1,24	1,53	2,83
Dividendes par action	0,58	0,525	0,525	0,475	0,525	0,475	0,525	0,475

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des institutions d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières attribuables à l'hiver et à l'été.

14. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 14 janvier 2020. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Louis Audet

Louis Audet

Président exécutif du conseil d'administration

/s/ Philippe Jetté

Philippe Jetté

Président et chef de la direction

Cogeco Communications inc.
Montréal (Québec)
Le 14 janvier 2020